LOI DU 26 MAI 1978
PORTANT AMENDEMENT DE LA LOI SUR LES CONSEILS
DU PEUPLE *

Dziennik Ustaw [Journal des Lois], n° 14, 1978, texte 61

Art. 1. Dams la loi du 25 janvier 1958 sur les conseils du peuple (J. des L. de 1976, n° 26, texte 139 et de 1977 n° 11, texte 44), on introduit après le chapitre 9 le chapitre 9a :

CHAPITRE 9A

Les comités de contrôle social

Art. 81a. 1. Auprès de chaque conseil du peuple fonctionne un comité de contrôle social.

2. Les comités de contrôle social sont désignés par les conseils du peuple au début de chaque période du mandat et agissent jusqu'au moment de la désignation de leur nouvelle composition par les conseils du peuple du mandat suivant.

3. Le conseil du peuple peut, au cours de la durée de son mandat, opérer des changements dans la composition du comité de contrôle social.

4. Le travail du comité de contrôle social est dirigé par son président qui représente le comité dans les relations avec les autres organes et unités organisationnelles et assume la fonction de représentant du contrôle social.

Art. 81b. 1. La tâche des comités de contrôle social consiste à accorder une aide aux conseils du peuple dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle, à renforcer le rôle et la signification du contrôle social sur le terrain d'action du conseil du peuple particulier, à coordonner et inspirer l'activité des organes respectifs de ce contrôle, à perfectionner toutes ses formes, à élever l'efficacité du contrôle et surtout à mettre à exécution les recommandations du contrôle ainsi qu'à créer les conditions pour l'activité et la désignation des organes de contrôle social par les organisations autorisées.

2. La coordination dont il est question au point 1 concerne en premier lieu l'activité des organes de contrôle social institués par les syndicats, les organisations coopératives ainsi que les autogestions des habitants des villes et de la campagne.

3. L'étendue de l'activité des comités de contrôle social englobe toutes les questions qui, en vertu des dispositions en vigueur, sont soumises au contrôle social.

4. Les comités de contrôle social agissent conformément aux directives du conseil du peuple et en étroite coopération avec les commissions de ce conseil.

5. La surveillance courante sur l'activité des comités de contrôle social est exercée par les presidiums des conseils du peuple.

* Voir le texte de la loi sur les conseils du peuple dans « Droit Polonais Contemporain », 1974, n° 4, p. 62 et suiv.

Art. 81c. 1. Dans la réalisation de leurs tâches, les comités de contrôle social en particulier :

1) inspirent et coordonnent l'activité des organes respectifs de contrôle social et orientent leur travail sur les domaines, déterminés de la vie socio-économique dans lesquels il est nécessaire de protéger les biens sociaux ou les droits des citoyens, de renforcer la discipline sociale, d'assurer une bonne gestion et la satisfaction des besoins de la population ;

2) recommandent aux organes de contrôle social d'effectuer des contrôles requis ; dans des cas justifiés, ils peuvent désigner des groupes sommaires de contrôle composés de personnes représentant diverses formes de contrôle social ;

3) entreprennent des actions assurant la pleine effectivité du contrôle social ;

4) veillent à la réaction convenable de tous les organes et institutions d'Etat, économiques, coopératifs et sociaux ainsi que des unités de l'économie non socialisée à la critique et surtout à la critique des conseillers ou de la presse, de la radio et de la télévision ;

5) interviennent dans les cas justifiés par des informations sur l'activité irrégulière des organes et institutions publiques, économiques, coopératifs et sociaux ainsi que des unités de l'économie non socialisée ou par des propositions visant à améliorer cette activité ;

6) coopèrent avec les organes de contrôle d'Etat et politique, en leur signalant les phénomènes négatifs plus importants révélés par le contrôle social ;

7) coopèrent avec les syndicats en vue de faire participer les personnels au dévoilement et à l'élimination des phénomènes négatifs ;

8) peuvent adresser aux organes compétents, et en particulier aux organes de contrôle d'Etat ou aux organes de poursuite, des propositions d'application de mesures adéquates envers les personnes coupables de négligences ou de manquement aux obligations.

2. Les comités de contrôle social présentent au conseil du peuple, au moins une fois par an, le compte rendu de leur activité, portant une attention particulière sur les résultats de contrôle ainsi que sur l'effectivité des mesures appliquées en vue de liquider les manquements et les insuffisances révélés.

3. Tous les organes et unités d'Etat, économiques, coopératives, les organisations sociales, les unités de l'économie non socialisée ainsi que les organes de leur auto-gestion sont tenus de répondre aux comités de contrôle social, dans les délais fixés, aux propositions reçues et de les informer sur les mesures prises en vue d'éliminer les irrégularités révélées au cours du contrôle social.

4. Les personnes entrant dans la composition des comités de contrôle social bénéficient, lors de l'accomplissement des actes de contrôle sur la base d'une autorisation écrite du comité, de la protection juridique revenant aux fonctionnaires publics.

5. La disposition du point 4 est applicable aux contrôleurs sociaux des unités d'organisation et des organisations sociales, autorisés sur la base de dispositions spéciales à exercer le contrôle social, pendant l'accomplissement par eux des actes de contrôle sur commande du comité de contrôle social, soit des contrôles coordonnés par ce comité.

Art. 81d. 1. La surveillance sur l'activité des comités de contrôle social est exercée par le Conseil d'Etat et les conseils du peuple de l'échelon de voïvodie.

2. Le règlement de l'organisation du travail des comités de contrôle social est établi par le conseil du peuple à l'appui du règlement cadre adopté par le Conseil d'Etat.

3. Le Conseil d'État détermine :

- 1) les orientations de l'activité et des tâches des comités de contrôle social ;
- 2) les droits et les obligations du représentant du contrôle social ;
- 3) l'organisation et la composition numérique des comités de contrôle social ainsi que le mode de désignation et de révocation de leurs membres ;
- 4) les obligations et les droits des presidiums des conseils du peuple envers les comités de contrôle social ;
- 5) le mode de coopération des comités avec les autres organes et institutions ainsi qu'avec les organisations ;
- 6) le mode d'exercice des activités de contrôle et les droits de contrôle qui y sont liés ;
- 7) les droits spéciaux dont bénéficient les membres des comités de contrôle social et les contrôleurs sociaux ainsi que les obligations des entreprises de travail qui y sont liées.

4. Le Conseil d'Etat apprécie périodiquement la régularité d'action du système entier de contrôle social, et dans la mesure des besoins, donne des directives visant à élever son effectivité.

Art. 2. Les conseils du peuple désignent les comités de contrôle social dans le courant de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 3. La loi' entre en vigueur le jour de sa publication.